

Les Nouvelles

Mensuel édité par
la Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français

de Loire-Atlantique

Pour tout Renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1033

25 mai 2020

prix: 0,70 €

CONSTRUIRE LA FRANCE DES JOURS HEUREUX

Le programme des «Jours heureux» est à construire



C'est la proposition ambitieuse que fait Fabien Roussel, secrétaire national du PCF et député du Nord dans une tribune parue dans Libération. Extraits :

« A la crise sanitaire s'ajoute une crise économique lourde de dangers, en particulier pour le monde du travail. Elle appelle chacun à l'humilité. Elle doit nous pousser à avoir la même ambition qu'en mars 44 quand, en pleine guerre, le Conseil national de la Résistance (CNR) se mettait d'accord sur le programme des «Jours heureux» [...]. C'est la même ambition que nous devons avoir pour le peuple de France, pour notre pays. Quoi qu'il en coûte. Dans l'union et dans l'action. Etre dans l'action, c'est mettre en place rapidement un plan massif de soutien à l'hôpital public, pour former, embaucher, ouvrir des lits et des services d'urgence et mieux rémunérer tous les personnels.

Etre dans l'action, c'est affirmer que le chômage n'est pas une fatalité et que les richesses peuvent être mobilisées enfin pour l'emploi et les salaires. Les besoins sont immenses, pour nos services publics, pour l'éducation et la recherche, pour relocaliser nos productions, pour défendre la biodiversité et le climat [...]. Au lieu de craindre une hausse de la pauvreté, fixons-nous l'objectif de l'éradiquer ! Permettons à chacun de retrouver sa place dans la société par le travail, par une activité, par la formation, avec un revenu garanti, sécurisé. Attaquons-nous à l'évasion fiscale, au monopole des banques et des assurances, à la spéculation boursière. [...] Mettons l'argent au service du développement humain, pour produire autrement, pour engager la transition écologique tant attendue.

Etre dans l'union, c'est écouter ceux qui sont en première ligne aujourd'hui [...]

Le modèle économique, capitaliste, financier, on le connaît trop bien. Nous n'en voulons plus. Le président de la République et d'autres avec lui voudront toujours le défendre, le peindre en vert, le teinter de social, de patriotisme économique. Mais sans rien changer au fond. Alors débattons-en, franchement. Non seulement le peuple ne doit pas payer la crise, mais il doit être rassuré et même mobilisé. Au lieu d'être résignés et d'avoir peur du lendemain, construisons-le ensemble, invitons les Français à participer à ce grand chantier, à bâtir cette France plus juste, plus humaine, plus écologique, plus solidaire.

Ayons la volonté de bâtir un nouveau modèle économique, social et écologique ensemble, associant les Français, les forces politiques et le mouvement social autour d'objectifs précis et concrets... »

Muguet



1000€ pour les soignants

2

Fête de l'Humanité



L'édition 2020 incertaine

3

Culture année 0



Une nouvelle ambition

3

Journée du 27 mai



Hommage national au CNR

4

Livre

100 ans de parti
communiste français.

Sous la direction de Guillaume Roubaud-Queshne
avec le concours de Valère Stasoulski

PRÉFACE DE FABRIEN ROUSSEL
POSTFACE DE CLAUDE MAZAURIC



Les 100 ans du PCF

4

Muguet : tous solidaires ! 1000€ reversés aux soignants

Le 1er Mai marque chaque année la célébration de la journée internationale des droits des travailleuses et travailleurs. La vente militante du traditionnel muguet du Parti Communiste Français est devenue un moment incontournable de cette journée. En cette période de crise sanitaire aiguë, Le PCF 44 a proposé aux habitants du département de soutenir aussi bien la vie démocratique que les soignants par l'achat du muguet numérique.

Cette opération aura permis de verser 1000 euros aux soignants, via le fonds de dotation du CHU de Nantes. Une marque de solidarité concrète et de générosité la bienvenue dans cette période



Après la crise ... les crises !

2

Fin du confinement, retour de la colère sociale

Le 16 mai dernier, les forces de l'ordre empêchaient la tenue d'une manifestation de gilets jaunes place du Commando à Saint-Nazaire. Si le mode d'action – alors que le virus continue de circuler – peut laisser sceptique, la volonté d'exprimer des revendications sociales dès le premier week-end du déconfinement est remarquable.

La crise épidémique que nous traversons a mis en lumière le rôle primordial des services publics dans le maintien des activités essentielles du pays malgré 30 ans de laminage néolibéral. La classe ouvrière avec les travailleurs de la terre, si souvent oubliée des discours au XXIe siècle a rappelé son caractère indispensable dans toute économie.

Pourtant ceux-là même qui se montrent essentiels en période de crise enchaînent depuis plusieurs décennies une série de reculs sociaux marqués par une austérité salariale de longue durée.

L'économiste Patrick Artus a récemment décrit ce phénomène comme constitutif du capitalisme financier, associé à des taux d'intérêts bas, pour maximiser les marges d'entreprises au détriment des États, surendettés.

En Europe, c'est justement la solution qui a été choisie : afin de soutenir les salariés précarisés par le chômage partiel, les pouvoirs publics ont préféré avoir recours à l'endettement – donc de mobiliser le capital financier – plutôt que d'aller chercher l'argent là où il se trouve, c'est-à-dire de taxer le capital.

Ainsi Emmanuel Macron et Angela Merkel peuvent présenter comme une victoire l'annonce d'un plan de relance européen à hauteur de 500 milliards d'euro soit... le quart de ce que demandait le parlement européen.



Forcément, quand les travailleurs doivent coupler bas salaires et hausses fiscales pour contenter le capital par les deux bouts, certaines idées passent mal. L'institut Montaigne, cercle de réflexion libéral, propose ainsi d'augmenter significativement le temps de travail afin de « relancer l'économie ». L'épidémie de Covid-19 ne doit pas faire oublier le contexte social dans lequel se trouve notre pays. De 2018 à 2019, pendant un an, le mouvement

des gilets jaunes a fait entrer de manière éclatante la question du pouvoir d'achat dans le quinquennat d'Emmanuel Macron. À l'hiver dernier, plus d'un million de Français manifestaient dans la rue leur attachement à un système de retraite solidaire, fruit des combats de la Résistance. Il est clair que pour une majorité de nos concitoyens le poids du capital dans leurs vies atteint un niveau insupportable.

Toutes les leçons de la crise sanitaire ne sont pas encore tirées : la crise du capitalisme a, elle, été révélée aux yeux de tous, la colère qui monte dans le pays en est la preuve la plus éclatante.

Emplois : les salariés encore en première ligne

Les salariés d'Uber aux États-Unis ont pu goûter à la réponse locale aux fluctuations de l'activité : 3500 d'entre eux ont appris leur licenciement du jour au lendemain par visioconférence. Une certaine idée de la protection de l'emploi.

Plus proche de nous, la SNCF dont les pertes sur l'ensemble du confinement avoisineront les 3 milliards d'euro refléchi à « resserrer ses coûts de fonctionnement » selon son président Jean-Pierre Farandou. **Si aucune annonce en termes d'effectifs n'a encore été faite, la récente fin de l'embauche sous statut des cheminots a de quoi inquiéter.**

Scission en Macronie

L'Assemblée nationale compte depuis mardi 19 mai un neuvième groupe parlementaire, record de la Ve^{me} à ce jour.



Une vingtaine de députés de l'aile « gauche » du groupe En Marche ! ont fondé une nouvelle nuance du centrisme, « ni dans la majorité, ni dans l'opposition ». En somme une politique de soutien critique au gouvernement et surtout au Président de la république pour ces députés qui se veulent plus macronistes que Macron.

Ce qui est sûr, ce nouveau venu ne manque pas de confiance : « on est une vraie dream team (équipe de rêve ndr), on a les meilleurs sur chacune des thématiques, donc ça va cartonner » assure un élu à nos confrères du Figaro. Parmi les figures les plus connues, Mathieu Orphelin, proche de Nicolas Hulot et ancien vice-président EELV des Pays-de-la-Loire, Cédric Villani, candidat LREM dissident à Paris ou encore Delphine Batho, ancienne ministre socialiste de l'écologie.

Le groupe baptisé « Écologie, démocratie, solidarité » révèle surtout les fractures au sein de la bourgeoisie française. **Les élections municipales ayant montré que l'étiquette LREM était un épouvantail pour les électeurs, de nombreux élus auraient intérêt à entamer une opération marketing en vue de 2022.** Reste alors un mystère : comment des élus ont-ils pu rester si longtemps dans la majorité avant d'en sortir aujourd'hui ?

Pensaient-ils que la destruction du service public du rail et la fermeture de la centrale de Fessenheim œuvraient pour l'écologie ? Se sont-ils vraiment vu comme démocrates lorsqu'ils fermaient les yeux sur les violences policières dans les cortèges et les quartiers populaires ? Ont-ils vraiment cru que la réforme des retraites était un projet social ?

Toute cette agitation apparaît bien tard et bien peu sincère. Les premières annonces développées par le groupe jusqu'ici n'offrent aucune rupture sérieuse avec la majorité. Les chiens ne faisant pas des chats, La République en marche a engendré une nouvelle forme d'opportunisme en politique.

Airbus : l'heure de repenser le sens et l'organisation du travail



Avec leurs avions cloués aux sols, les compagnies aériennes subissent de plein fouet les effets de la crise du

covid-19. La suspension de la majorité des vols n'est pas sans conséquence pour l'industrie aéronautique puisque les commandes et les livraisons d'avions sont reportées. **L'enjeu économique et social est de taille puisque ce secteur industriel est le fleuron des exportations françaises et il représente 200 000 emplois en France dont plus de 20 000 en Loire-Atlantique.** Des centres de recherche jusqu'aux chaînes de montage, le savoir-faire de l'industrie « aéro » française est incontestablement reconnu. Pourtant, depuis le mois de mars, le ralentissement de l'activité, principalement chez le premier avionneur mondial Airbus, a des répercussions sur l'emploi aéronautique. L'activité d'Airbus Nantes a baissé de 30% et 1/3 des salarié-e-s sont en activité partielle. Une activité partielle qui révèle des inégalités de traitement entre des personnels encadrants qui télétravaillent à plein temps et les salariés de la production qui sont à temps partiel et dont les salaires sont amputés de 8%.

Dans le cadre de l'état d'urgence et des ordonnances Macron, la direction et les organisations syndicales, hormis la CGT, se sont entendues pour réorganiser la production : temps de travail de 30H/semaine, 10 jours de congés imposés, 10 jours à récupérer pour certains, jours fériés travaillés. La CGT Airbus dénonce les régressions sociales : si la baisse de la production est réelle, le discours de la direction du groupe, auprès des salariés, est volontairement catastrophiste pour justifier des mesures

de diminution des coûts de production : non renouvellement des CDD, fin des missions intérim et récupération de métiers délégués aux sous-traitants. Des sous-traitants comme Daher ou Stélia qui dépendent des commandes d'Airbus.

Le groupe Airbus serait-il en danger ? A en croire la direction et les actionnaires du groupe, oui. La baisse de la production, le report des livraisons, la baisse du cours de l'action boursière mettrait en péril l'entreprise. Cette vision de court terme élude un contexte bien différent.

Le groupe connaît une croissance constante depuis des décennies, il est aujourd'hui le premier avionneur mondial. Son principal concurrent Boeing connaît de nombreux déboires techniques et voit ses ventes s'effondrer, seul Airbus peut répondre aux besoins de l'aviation civile dans les années à venir. Même si l'année 2020 est moins favorable et que l'A380 n'a pas eu le succès escompté, les perspectives d'avenir sont encourageantes pour cette entreprise aux « reins » solides qui réalise chaque année des résultats nets très importants. Avec les limitations des déplacements internationaux, les vols courts et moyens courrier vont être privilégiés, la gamme A320, l'avion le plus commercialisé au monde, répond à ces caractéristiques. Il est « l'avion de sortie de crise » et les recherches avancées sur l'avion « décarbonné », un atout fondamental. Enfin, nul doute que la France ou les autres pays européens membre du consortium Airbus, soutiendraient massivement la filière si cette aide était impérative. **Pour la CGT, la crise sanitaire doit permettre de repenser l'organisation du travail, de donner plus de pouvoirs aux salarié-e-s dans les choix faits par l'entreprise, de consacrer les dividendes versés aux actionnaires pour la défense de l'emploi, le soutien aux entreprises sous-traitantes et le passage à la semaine de 32H.**

Fête de l'Humanité 2020 : l'incertitude demeure

La décision définitive devrait intervenir aux alentours du 10 juin, plusieurs facteurs doivent être pris en compte. En premier lieu, l'évolution de la pandémie du COVID19 ainsi que l'accord des autorités publiques.

Et quand bien même cet accord interviendrait, si aucune compagnie d'assurance ne veut assurer la Fête comme c'est le cas aujourd'hui, l'engagement financier nécessaire (près de trois millions d'euro) ferait peser un lourd risque financier au journal L'Humanité déjà sous le coup d'un «plan de continuation» en cas d'annulation de dernière minute.

C'est donc avec prudence et responsabilité que sera prise en juin la décision, même si beaucoup attendent avec enthousiasme ces retrouvailles annuelles où le mot camarade remplit les cœurs et les allées de la Fête.



Les premiers de cordée

3

Ils roulent pour vous approvisionner : témoignage

Steve Nouveau est chauffeur routier, une profession dont on a peu parlé pendant le confinement mais qui a pourtant joué un rôle essentiel.



NLA : Le confinement a bousculé les habitudes d'un grand nombre de travailleurs, chômage partiel, télé-travail ou rotation d'équipe... Pour toi ça a changé quoi ?

Steve : Pas grand-chose sinon l'intensité du travail qui est soutenue, je transporte essentiellement des denrées alimentaires en température dirigée (frigorifique) qui va des fruits et légumes venant du Sud (Perpignan...) que je livre dans les M.I.N bretons ainsi que les plateformes Leclerc/Sys. U/Intermarché... Je recharge ensuite en surgelés, produits de la mer ou volailles/viandes qui redescendent dans le sud ou vers Rungis... C'est plus compliqué car les pénuries sont fréquentes, les clients pas toujours satisfaits et le dernier maillon de la chaîne, c'est moi...

NLA : Les conditions de travail sont devenues très dures, quelles mesures ont été prises pour pallier à cela ?

Steve : La réglementation du transport étant très protectrice pour les chauffeurs en temps normal, les patrons ont des dérogations pour les mois dit «exceptionnels» (travail le week-end/repos réduits...) l'été et Noël... Grâce à notre Sinistre du travail, l'exception devient la norme...

NLA : Vous assurez les approvisionnements et évitez ainsi toute pénurie alimentaire, au même titre que les soignants les chauffeurs routiers se plaignent-ils du manque de matériel de protection ?

Steve : Je respecte les gestes barrières et mes clients sont très tatillons, je respecte... encore que... j'ai eu le déplaisante expérience d'être traité comme un «pestiféré» dangereux ou même une conversation était de trop... Nous ne sommes pas des chiens, voir les douches et les WC supprimés sur les autoroutes (où au le prix d'une douche à 6€ !) sans avoir de plats chauds (même si c'est de plus en plus facile de trouver grâce aux restos qui font de la vente à emporter). Le retour à la normale sera pas si tranquille si les patrons pensent pouvoir nous supprimer nos congés et nos repos respectifs, les routiers sont sympas mais pas niais !

NLA : Après plus d'une semaine de déconfinement, la situation va-t-elle mieux ?

Steve : A part la circulation qui est redevenue dense, non je ne trouve pas. Je retrouve de nombreux clients, très inquiets sur la poursuite de leurs activités, l'épée de Damoclès du reconfinement pèse sur les esprits.

NLA : Beaucoup de salariés pensent que le gouvernement a fait passer les intérêts économiques avant leur santé et celle de leur famille, que se dit-il aujourd'hui dans la profession ?

Steve : Personnellement, j'ai vécu les deux derniers mois avec une anxiété croissante en écoutant toutes les «conneries» du Gouvernement, beaucoup de mes collègues ont fait jouer leur droit de retrait lorsque les clients étaient dangereux dans l'exercice de leur travail, la réponse de mon patron : une prime de 300€ pour les travailleurs assidus (triste) les autres tintin... Je n'ai pas la réponse car chacun fait au mieux pour son foyer, soyons juste prudents pour nos proches et les gens qui sont autour de nous...

NLA : Pour vous, que doit-on faire pour ce que certains appellent désormais «le jour d'après» ?

Steve : J'ai entendu beaucoup de choses intéressantes, les travaux des communistes sont de nature à donner une ligne directrice, il y aura des projets de développement et de travail, de toute façon nous n'avons pas le choix, entre la blonde Pen perdue et le retour des droites prêtes à rejouer le 19ème siècle...

Culture année 0



Une ambition nouvelle pour les arts et la culture !

Pour le monde de la culture et du spectacle vivant, le rideau du Covid s'est abattu brutalement à la Mi-Mars avec l'annulation de tous les spectacles et festivals, la fermeture des musées et médiathèques comme des librairies. Si le ministère a réagi en prolongeant notamment provisoirement les droits des intermittents du spectacle et en débloquant des crédits nettement insuffisants, la situation est grave.

D'autant que ces dernières années, 59% des collectivités locales ont baissé leur budget alloué aux politiques culturelles. « L'effort » budgétaire moyen des collectivités territoriales en matière culturelle représente 4,5 % de l'ensemble de leurs dépenses, soit un effort supérieur à celui de l'État (1,8 % au titre des crédits du budget général). Et au sein de ce volume de financement qui s'élevait à 9,3 milliards en 2014, c'est le bloc communal (villes et intercommunalités) qui assure plus de 75% de l'effort.

La ville de Nantes a réagi rapidement en débloquant un fond d'urgence de 1 million d'euros et en maintenant le financement des structures et des événements annulés. Johanna Rolland s'est par ailleurs adressé au ministre de la culture Franck Riester pour l'alerter sur la situation des intermittents. Autant de mesures d'urgences nécessaires.

Pour beaucoup, la privation d'activité culturelle a été particulièrement éprouvante. Aussi, la réouverture des librairies indépendantes, des médiathèques et des « petits » musées de Nantes constitue une grande bouffée d'oxygène après des mois de confinements. D'autant que dans le même temps les grandes plates formes du capitalisme numérique (Netflix, Amazon etc...) comptent parmi les grands gagnants de la crise.

Alors Culture année 0 ? Oui, il y a urgence à retrouver une grande ambition, nationale, publique, pour les arts et la culture. C'est un enjeu économique, un enjeu démocratique, un enjeu pour les artistes eux même, un enjeu pour favoriser la créativité et les imaginaires de nos villes et nos villages, de la nation toute entière. La culture ne doit plus être considérée comme un supplément d'âme en marge de trop nombreux budgets à commencer par celui proposé par le gouvernement.

La culture est tout simplement ce qui permet de faire société. Alors écoutons les artistes et les travailleurs de la culture et changeons la donne ensemble au nom de l'ambition énoncée par Albert Camus dans son discours de Stockholm « Les vrais artistes ne méprisent rien ; ils s'obligent à comprendre au lieu de juger. Et, s'ils ont un parti à prendre en ce monde, ce ne peut être que celui d'une société où, selon le grand mot de Nietzsche, ne régnera plus le juge, mais le créateur, qu'il soit travailleur ou intellectuel. »



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

Le foot-business reprend !

Après deux mois d'arrêt forcé, les clubs de football professionnels reprennent les compétitions avec dans le viseur l'obtention des droits TV. Ce qui représente un pactole inévitable pour être concurrentiel sur le marché des transferts qui connaît une inflation exponentielle : de Zinedine Zidane avec son transfert record de 75 millions d'euros en 2001 à 222 millions d'euros qu'a déboursé le PSG en 2017 pour les pieds de Neymar.



En France, les droits TV de la Ligue 1 représenteront 1,2 milliards d'euros pour la saison 2020-2021, suite à l'accord Médiapro et Bein, contre 600 millions aujourd'hui pour Canal+ et Bein. Les chaînes de TV détentrices des droits, ont décidé unilatéralement d'annuler le versement des droits TV pour la saison actuelle. Les clubs se retrouvent face à la pression financière de ne pas percevoir de recettes tout en ayant des dépenses engagées, comme les salaires des joueurs. Au Portugal, le championnat a repris sous la pression de ses trois grands clubs, Benfica, FC Porto et le Sporting Portugal, qui captent à eux seuls plus de 90% des droits TV de la ligue, pour garder leur place dans les grandes compétitions européennes. **La L2 portugaise pourtant aussi professionnelle, n'a pas repris car les enjeux financiers ne sont pas à la même hauteur.**

Les championnats reprennent leurs activités lucratives au Portugal et en Allemagne dans des stades vides. Les intérêts économiques sont tels que les supporters sont relégués au statut de spectateurs.

45 groupes de supporters ultras dont la Brigade Loire du FC Nantes, ont réagi. Ils n'imaginent pas un stade sans public, un football réduit à un programme télévisuel, dénonçant « l'indécence » des dirigeants du football en pleine crise sanitaire.

Le football comme sport populaire prend un sévère tacle lorsque les logiques qui le dirigent sont exclusivement financières.



Cette crise qui tend à augmenter les inégalités entre les clubs professionnels vient également creuser le fossé entre le football professionnel et amateur.

Les entraînements des clubs amateurs reprennent doucement sans contact et sans ballon depuis le 18 mai. Toute cette période a eu un impact social étant donné le rôle du sport dans la société comme outil de socialisation, d'éducation et d'émancipation. Ceci est peut-être encore plus vrai pour le football, sport universel par excellence.

La gestion de la crise sanitaire dans le football vient intensifier les difficultés que rencontraient déjà les clubs amateurs, avec la suppression des emplois aidés dans le milieu associatif ou encore le manque de financements. C'est donc un véritable enjeu que les clubs amateurs aient les moyens de reprendre leur activité et de remplir leur rôle de lien social.

Ce sont les licenciés qui vont devoir attendre le plus avant de pouvoir taper dans le ballon quand les clubs pros continuent d'engranger des sommes colossales. La reprise des compétitions laisse sur le côté tout ce qui fait du football un sport populaire.

«Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N°0320 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :



Pedro MAIA
Louis CHRETIEN

Véronique MAHE
Aymeric SEASSAU

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Cérémonies du 27 mai



Résister, c'est aussi progresser. Tout en luttant contre l'occupant nazi et les collaborateurs français, le 27 mai 1943, la Résistance posait les bases des « Jours Heureux », avec l'ambition de conforter l'existence d'une nation solidaire. Se voulant rassurant face à la crise du Covid-19, Emmanuel Macron affirmait le 13 avril dernier :

« Nous aurons des jours meilleurs et nous retrouverons les jours heureux, j'en suis convaincu ». A quoi assistons-nous depuis ?

La crise sanitaire a permis de révéler les dérives que prend notre société avec des politiques publiques menées depuis 40 ans qui ne cessent de tourner le dos à ce programme fondateur. Elle donne surtout au gouvernement l'occasion d'accélérer le détricotage du CNR. Contrairement à ce qu'ils pensent, ce programme n'est pas obsolète. C'est à nous, comme ils l'ont fait avant nous, d'organiser la Résistance. C'est à nous d'inventer les Jours Heureux que nous voulons léguer aux générations à venir.

Le 27 mai prochain, partout en France les communistes célèbreront la naissance du Conseil National de la Résistance avec la lecture d'un texte national. **A l'initiative du Comité du Souvenir et de la fédération PCF Loire-Atlantique, deux hommages auront lieu à Nantes et à Trignac dans le respect des règles sanitaires.**

LE livre du centenaire : 100 ans de Parti Communiste Français

100 ans de parti communiste français.

Sous la direction de Guillaume Roubaud-Quashie
avec le concours de Valérie Storaouk

PRÉFACE DE FABRIEN ROUSSEL
POSTFACE DE CLAUDE MAZURIC



Une trentaine de jeunes historiens, politistes, sociologues, proposent, année par année, un regard sur les communistes français. À destination des militants comme du grand public, le livre, richement illustré, permet de redécouvrir les combats et les réalisations d'hier, l'actualité d'un projet.

L'ouvrage collectif sous la direction de Guillaume Roubaud-Quashie paraîtra le 20 novembre 2020. Préface de Fabien Roussel ; postface de Claude Mazauric.

Prix de la souscription :

20€ jusqu'au 31 juillet 2020
25€ à partir du 1er août 2020

Bon de souscription à compléter et à adresser à :

Cent ans d'avenir - Centenaire du PCF - Parti communiste français
2, place du Colonel-Fabien - 75019 Paris

BON DE SOUSCRIPTION

100 ans de parti communiste français.

Nom : Prénom :
Organisme :
Adresse de livraison :
Code postal : Ville :
Tél. : Courriel :
Je souscris exemplaire(s) à € TIC l'exemplaire (plus frais de livraison pour la France: 3€ par exemplaire, livraison gratuite à partir de 100 exemplaires souscrits)
 Règlement ci-joint d'un montant de € TTC par chèque à l'ordre du CME.
 Souhaite recevoir une facture.
Date: Signature:



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :
ADRESSE :
TEL: EMAIL:

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

Chèque à l'ordre de ADF44

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES